

**Royaume du Cambodge**  
*Nation - Religion - Roi*

**Discours d'ouverture**

**Par**

**Samdech Hun Sen**

***Premier Ministre du Gouvernement Royal***

**Lors de la**

**Rencontre du Groupe Consultatif**

*Phnom Penh, le 2 mars 2006*

*Excellences, Messieurs les coprésidents*

*Excellences, Distingués Représentants des pays et institutions partenaires*

*Vos Altesses Royales, Excellences, Membres du Gouvernement Royal du Cambodge*

*Excellences, Mesdames et Messieurs:*

Aujourd'hui, j'ai le grand honneur et le plaisir de rencontrer une nouvelle fois les représentants de la communauté internationale et les partenaires au développement. J'aimerais vous souhaiter la plus chaleureuse bienvenue à vous tous au Cambodge, et vous remercier profondément pour votre participation à cette rencontre du Groupe Consultatif (GC).

Je voudrais remercier le Conseil pour le Développement du Cambodge (CDC) pour son travail, en collaboration étroite avec la Banque mondiale, de coordination du processus du GC et pour l'organisation de la rencontre de ce jour. Nous remercions également les partenaires bi et multilatéraux à la coopération, pour leur engagement actif et le soutien qu'ils apportent au Gouvernement royal dans notre poursuite de la réduction de la pauvreté et dans le développement global du pays.

Comme dans le passé, au cours de cette rencontre, vous n'allez pas seulement faire l'inventaire de nos progrès et passer en revue les réformes, mais également dialoguer sur les aspects fondamentaux de notre approche stratégique du développement dans le but de piloter notre économie au cours des années qui viennent. Dans cet esprit, je voudrais d'abord souligner nos principales réalisations et les défis que nous avons relevés depuis la dernière rencontre du Groupe Consultatif. J'évoquerai aussi les secteurs politiques clefs et les questions qui requièrent votre attention et votre soutien après les débats de cette rencontre.

*Vos Altesses Royales, Excellences,*

*Mesdames et Messieurs*

Cette rencontre a une signification spéciale dans la mesure où elle se tient juste après que les hommes politiques cambodgiens aient trouvé une « solution cambodgienne » à leurs différents. Démentant les affreuses prédictions des devins et des gens qui se précipitent à chaque occasion sur des jugements sommaires, les dirigeants cambodgiens ont démontré qu'ils travaillent tous vers le même but, même si leurs approches semblent parfois divergentes à des observateurs non initiés. Le but a toujours été le bien-être et le progrès pour l'ensemble du peuple cambodgien. Les événements récents sont une preuve de plus que nous avons tous mis les intérêts nationaux supérieurs au-dessus des partis politiques. Nous nous sommes mis d'accord pour travailler ensemble pour notre peuple. Nous ne l'avons pas fait

pour simplement calmer les outsiders, mais parce que nous croyons en un compromis et sommes engagés à servir notre peuple, et sans chercher simplement à nous accrocher au pouvoir. Les vainqueurs dans cette démarche ne sont pas les hommes politiques ou les partis, mais l'ensemble du peuple. La démocratie n'est pas un jeu politique élémentaire pour le goût du pouvoir politique, ou pour des faire des discours critiques interminables, mais c'est un art du compromis et de la recherche des motivations communes. Une authentique démocratie, selon ma conception, doit être le moyen de faire des choix difficiles et d'accomplir le difficile travail nécessaire pour améliorer constamment le sort de tous les Cambodgiens, et tout d'abord celui des plus pauvres.

Nous sommes fiers d'être capables de travailler ensemble pour nos intérêts nationaux. Les Cambodgiens doivent être unis pour faire face aux nouveaux défis que rencontre le pays, et faire preuve d'un nouveau sentiment de nationalisme. Le Cambodge passe de la guerre à la paix, d'une culture de conflit à une culture de compromis, et d'une culture de confrontation à une culture de dialogue et de réconciliation. Nous avons constaté qu'une décennie de paix et de stabilité avait augmenté les standards de vie de notre population et ouvert des opportunités stimulantes.

En avançant dans le 21<sup>ème</sup> siècle, nous sommes conscients du fait que le développement de notre pays nécessite que nous mettions de côté nos discordes passées et que nous construisions le consensus nécessaire pour renforcer les fondations de notre société moderne. Le long de cette voie, chacun ou chacune est libre de ses recettes pour l'avenir. Mais cette liberté doit aller main dans la main avec la responsabilité et la maîtrise. Nous devrions regarder derrière nous pour en tirer les erreurs de l'histoire. Nous, Cambodgiens, ne pouvons nous offrir le luxe de nous engager encore dans une confrontation insensée et des revendications internes que notre pays a traversé depuis le 14<sup>ème</sup> siècle en appelant des étrangers pour nous aider à régler nos différends. En analyse finale, chaque solution doit être une solution cambodgienne. Les Cambodgiens sont plus intéressés que quiconque dans les intérêts du Cambodge.

Nous avons constaté que la paix, qui a été obtenue après des efforts implacables, des concessions mutuelles et des compromis, a considérablement contribué au développement économique et social du Cambodge. Au cours de la dernière décennie, nous avons fait d'importantes avancées dans la croissance économique. En réalité, grâce à une gestion macroéconomique prudente pendant des 12 dernières années, le PIB a augmenté d'une moyenne de 7% par an. Au cours de la période 1999 — 2005, la croissance globale annuelle a été en moyenne de 7,3%. A partir de l'étude la plus récente, au cours de la dernière décennie, le niveau de pauvreté a été rapidement réduit de 10 à 15 points, de 47% en 1994 à 35% en 2004. Ce qui signifie que le taux de pauvreté a baissé de plus de 1% par an, comme le Gouvernement le voulait. En même temps, une croissance économique solide a continué en 2005, montrée, entre autres, par l'augmentation du nombre de visiteurs, l'expansion continue des accessoires d'habillement et l'essor de la construction.

L'accroissement des revenus et leur affectation à la réalisation d'infrastructures physiques et économiques, à l'irrigation, et aux secteurs sociaux ou du développement humain ont créé les conditions favorables à une répartition plus large de la croissance. Nous avons accompli des améliorations qui sont mesurables par les indicateurs sociaux, telles que l'augmentation du nombre d'inscriptions scolaires et l'amélioration de l'éducation primaire, qui participe à réduire l'écart entre les genres en matière d'alphabétisation des plus jeunes. Les indicateurs de la santé s'améliorent avec la réduction de la mortalité maternelle et infantile et de la mortalité

en dessous de 5 ans, la réduction très forte des infections transmissibles, en particulier du VIH/SIDA, l'augmentation de l'accès à l'eau potable en milieu urbain et de l'assainissement en milieu rural, sont d'autres exemples de réalisations.

Nous avons accompli des progrès marquants dans la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire du Cambodge (ODMC). Cependant, ce n'est pas le moment de faire de l'autosatisfaction. Notre préoccupation permanente est que le tiers de notre population vit encore en dessous du seuil de pauvreté. Nous devons encore travailler avec plus d'acharnement pour que les pauvres accèdent à la propriété foncière. Nous devons inverser les inégalités croissantes. Nous devons créer plus d'emplois pour nos jeunes par des stratégies qui apporteront des retours sur investissement élevés et rapides, comme l'augmentation des rendements agricoles et le renforcement des petites et moyennes entreprises. Nous devons améliorer la gouvernance et la facilitation des échanges commerciaux pour promouvoir le secteur privé. La bonne gouvernance est encore un arrimage solide pour une société civile pleine d'énergie.

En faisant l'inventaire des progrès réalisés jusqu'ici, et en reconnaissant le besoin urgent pour des efforts de développement mieux ciblés, le Gouvernement Royal du Cambodge considère que la réduction de la pauvreté est le cœur des objectifs de toutes ses politiques et stratégies de développement, en particulier de la Stratégie Rectangulaire, qui fait clairement ressortir les buts de la croissance économique, la création d'emplois pour le peuple, la promotion de l'équité et de la justice sociale, et l'accentuation de l'efficacité dans le secteur public par la mise en œuvre d'un programme de réforme en profondeur et étendu. Plus encore, afin de formuler un plan d'action tel que prévu dans la Stratégie Rectangulaire, le Gouvernement Royal a préparé un document programme intitulé « Plan National de Développement Stratégique » pour 2006-2010, qui synthétise les Objectifs de Développement du Millénaire du Cambodge (ODMC), la Stratégie Nationale de Réduction de la Pauvreté (SNRP) 2003-2005 et le Plan d'Action pour la Gouvernance, qui inclut la réforme de la fonction publique au niveau national.

La SNRP a été formulée selon un processus hautement et intensément participatif, impliquant de nombreuses consultations avec les partenaires au sein et en dehors du Gouvernement, et représente un véritable consensus sur les stratégies prioritaires à conduire.

La mise en œuvre des politiques et stratégies dégagées dans la SNRP se fera à travers un Programme d'Investissement Public (PIP) concentré et priorisé. Le PIP, adopté par le Gouvernement Royal du Cambodge le 27 janvier 2006, est un programme glissant sur trois ans, intégrant les propositions prioritaires d'investissement et les besoins sur la base des projets en-cours. Les programmes et projets qui constituent le programme d'investissement seront financés à la fois par le Budget National et par la contribution des partenaires au développement. A partir de maintenant, le Budget National sera conçu pour soutenir l'exécution de la SNRP à travers le financement du PIP. Le PIP est constitué des programmes prioritaires du Gouvernement qui sont en-cours ou programmes pour être réalisés dans les différents secteurs, et constitue l'information de base pour l'attribution des ressources budgétaires aussi bien que pour la mobilisation des ressources des partenaires au développement.

Je pense que vous avez tous devant vous à la fois la SNRP et le PIP 2006-2008. J'incite fortement toutes les institutions gouvernementales et les partenaires extérieurs au développement à adhérer strictement aux priorités dégagées par ces documents.

*Samdech Hun Sen. Discours d'ouverture lors de la rencontre du GC, Phnom Penh, le 2 mars 2006*

*Vos Altesses Royales, Excellences, Mesdames et Messieurs:*

Le Cambodge est à un seuil critique pour des progrès futurs rapides. Les prochaines dix années représentant une décennie d'opportunités pour réaliser les ambitieux ODMC et pour améliorer le sort des pauvres et des vulnérables. Nous avons une tâche ingrate et provocante devant nous, mais nous sommes confiants dans notre aptitude à surmonter les problèmes et à assurer une croissance robuste tout au long du chemin et à répartir la croissance de manière équitable.

Le GRC s'est totalement engagé sur quelques principes fondamentaux pour faire progresser le pays, tels que un strict respect de la démocratie dans la gouvernance avec ouverture et une liberté d'expression garantie ; un gouvernement qui assure la stabilité politique, l'Etat de droit, l'équité et l'ordre social. La réforme de l'Etat, à tous les niveaux, sera conduite de sorte que le gouvernement soit entièrement sensibilisé, responsable, efficient, transparent, responsabilisé et prévisible dans la réalisation de ses performances au service du peuple. Le Gouvernement s'est engagé à assurer la stabilité économique, à créer et à maintenir les infrastructures fondamentales, de même qu'à créer un climat favorable à l'épanouissement du secteur privé, ainsi qu'à fournir les services sociaux essentiels pour la formation de capital humain et sa mise en valeur.

Certains aspects forment la voûte qui soutiendra toutes les autres actions qui seront entreprises pendant la période 2006-2010, en particulier:

- Les facteurs de réduction de la pauvreté et les préoccupations relatives au genre dans toutes les activités.
- La poursuite des réformes dans tous les secteurs, quelles que soient les douleurs à supporter dans le court terme.
- L'encouragement et la facilitation d'une croissance macroéconomique robuste, équitable, harmonieusement répartie dans l'espace et entre les secteurs.
- Une augmentation significative des « investissements réels » pour la croissance dans les secteurs productifs et dans le développement humain.
- L'accent mis sur les plus nécessiteux et les populations et zones mal desservies.
- La focalisation sur des activités bien sélectionnées, à bas coût, ayant un retour sur investissement élevé et rapide, afin d'avoir un impact profond et positif sur la pauvreté.
- L'optimisation des facteurs de production.
- Le recours, dans les zones rurales en particulier, à la main d'œuvre dans la construction, etc., pour augmenter les ressources des ménages.
- La pression sur le renforcement des capacités humaines dans tous les domaines.

La vigilance pour la conservation et le renforcement permanent de notre paix âprement acquise, la stabilité politique et l'ordre social sont essentiels pour nos progrès futurs sur le chemin du développement durable. En effet, nous voulons approfondir et renforcer le partenariat avec la société civile, le secteur privé et les partenaires extérieurs au développement. Notre stratégie est de continuer à élargir et de renforcer l'intégration du Cambodge dans la région et dans le monde, et d'attirer des investissements pour réaliser des progrès économiques en faveur des pauvres.

*Samdech Hun Sen. Discours d'ouverture lors de la rencontre du GC, Phnom Penh, le 2 mars 2006*

A partir des bases ci-dessus, différentes stratégies fondamentales et actions seront poursuivies pour réaliser les différents aspects et éléments de la Stratégie Rectangulaire.

Dans le cadre de la Bonne Gouvernance, les priorités sont de renforcer une attaque diversifiée contre la corruption; de poursuivre la réforme juridique et judiciaire ; d'accélérer la réalisation de la réforme de la gestion des finances publiques et de continuer la réforme de la fonction publique; et augmenter et renforcer les dispositions pour rendre la décentralisation et la déconcentration (D&D) plus effectives.

Un projet de loi anti-corruption, préparé dans le cadre de consultations larges, est dans sa phase finale d'examen par le Gouvernement avant transmission à l'Assemblée Nationale. Comme vous le savez tous, nous avons engagé des démarches pour briser la corruption dans le système judiciaire en lançant des enquêtes sur un certain nombre de juges et de procureurs. Plus encore, des mesures disciplinaires seront prises à l'encontre de quelques juges et officiers ministériels impliqués dans des cas irréguliers. Un système de rotation des juges à travers le pays a été mis en place.

Des efforts ont été faits dans la rédaction de projets de lois en 2005. Un total de 45 lois ont été adoptées par l'Assemblée Nationale en 2005. Par ailleurs, d'autres projets de loi ont été transmis à l'Assemblée Nationale en 2005.

En tant que partie dans la promotion de la bonne gouvernance, le Gouvernement royal doit veiller à ce que les fonctionnaires aient les incitations adaptées pour effectuer leur travail. Le Cambodge a besoin de fonctionnaires qui vont dans les écoles, les centres de santé et les bureaux pour une journée de travail complète et productive, et qui restent dans la région où ils sont employés. Le Cambodge a besoin de fonctionnaires qui cherchent à servir les citoyens d'une manière efficace, efficiente et à temps. Le Gouvernement royal est parfaitement conscient de la nécessité d'augmenter les incitations des fonctionnaires aussi bien que de renforcer la gestion de toute l'administration publique sur la base du mérite. Le Gouvernement royal et ses partenaires au développement expérimentent une nouvelle approche pour traiter ces problèmes.

L'Initiative pour un Salaire Base sur le Mérite (MBPI), qui est pratiquée actuellement par le Ministère de l'Economie et des Finances, est un programme officiel du Gouvernement qui récompense les fonctionnaires par un salaire plus élevé, tout en exigeant une gestion basée sur le mérite et un système de suivi des performances. Les fonctionnaires sont sélectionnés pour participer au système base sur leur mérite selon une procédure compétitive. Ceux qui sont sélectionnés et ceux qui ont de bonnes performances, en conformité avec leurs termes de référence, continueront à faire partie du programme. Ceux qui n'atteindront pas les performances requises sortiront du programme. J'espère que des ministères autres que le MEF pourront saisir cette opportunité et nous examinons la possibilité d'étendre cette initiative à d'autres ministères et administrations publiques.

***Vos Altesses Royales, Excellences, Mesdames et Messieurs:***

La productivité et des améliorations dans l'agriculture sont les clefs pour une réduction plus rapide de la pauvreté, qui est concentrée dans les zones rurales. L'accent sera mis d'urgence sur la préparation d'une Stratégie élargie du Secteur de l'Agriculture en tant qu'ensemble, incluant l'irrigation et les ressources en eau, avec une attention spéciale pour l'intensification de la production des récoltes, pour augmenter les rendements et les revenus ruraux, ainsi que

la diversification des productions, l'amélioration de la gestion des pêcheries, la gestion durable des forêts à travers des réformes, la préservation de l'environnement et la poursuite de la réforme du foncier rural, en particulier pour garantir l'accès à la terre aux plus pauvres, l'amélioration des infrastructures, en particulier de l'irrigation, et la mise en valeur du capital humain. Le renforcement de la bonne gouvernance est vital pour la promotion des agro-industriels au Cambodge. Il sera d'une importance primordiale de chercher à mettre en œuvre des stratégies d'assistance directe pour aider les pauvres à travers des initiatives innovantes et rentables.

A cet égard, je remercie nos partenaires au développement d'aider le Cambodge à mettre au point des titres fonciers sécurisés et légaux, ce qui permet à nos paysans d'avoir une propriété foncière sécurisée et les encourage à travailler leur terre pour améliorer leurs conditions de vie. Au moment présent, nous pouvons enregistrer jusqu' à 20.000 titres par mois strictement conformes à la procédure. Cette opération assure la participation active de la population et restaure la situation de chaque titre foncier en accordant du temps à la publication et au traitement des litiges pendant une période moyenne de 4 à 5 mois. Comme je l'ai signalé, le Gouvernement veut accélérer l'immatriculation foncière: par exemple, nous voulons atteindre la production de 50.000 titres par mois. Cependant, compte tenu de nos moyens matériels limités, nous accueillerons chaleureusement tous les partenaires au développement qui souhaitent fournir une assistance accrue qui permettrait d'atteindre un objectif plus ambitieux.

Donc, comme orientation pour résoudre la question des terres, nous avons à faire la promotion de l'enregistrement des titres fonciers pour atteindre les ODM. Ce qui signifie que nous devons réaliser l'enregistrement de 32% des titres d'ici 2010 et atteindre 65% en 2015. J'ai remarqué que l'enregistrement systématique des titres fonciers dans chaque commune est la meilleure manière de traiter les préoccupations des populations en matière de propriété foncière. En réalité, la terre qui est la source de nombreux conflits est celle qui est sans titre foncier, sans clôture, sans culture et sans limites claires. Le Gouvernement fait la promotion active de l'enregistrement des terres, ce qui améliorera l'efficacité de la gestion de la propriété privée, et contribuera à renforcer la sécurité de la propriété privée contiguë aux terres de l'Etat.

La privation de terre est devenue une préoccupation de notre Gouvernement. Nous devons travailler ensemble pour inverser cette tendance. Il y a des gens qui tirent avantage de la situation courante, pour s'approprier des terres dans des fins spéculatives. A cet égard, nous devons réviser l'actuel système de concessions afin d'annuler les concessions inactives et les transformer en biens productifs pour les redistribuer de manière maîtrisée aux pauvres sans terre. De plus, le Gouvernement fera prudemment la promotion du Programme Social d'Attribution de Terres dans le but de réduire la pauvreté.

Bien sûr, beaucoup de pauvres dépendent de « ressources communes » comme la forêt et la pêche. Cependant, quand une communauté reçoit le droit d'utiliser ces ressources, elle a besoin d'une assistance pour développer une structure institutionnelle pour sa propre gestion afin de pouvoir assurer une gestion durable de ces ressources et contribuer à réduire sa pauvreté sur le long terme. En matière de forêt, le Gouvernement royal s'est engagé à mettre en œuvre une politique et des dispositions pratiques pour garantir un usage permanent et durable de la ressource, ce qui inclut l'inspection et la prévention de l'exploitation forestière et du commerce illégal des grumes. Sur ce dernier point, je voudrais souligner que le Gouvernement a pris position en renouvelant le contrat pour contrôler les crimes en matière d'exploitation forestière, dans le cas où un partenaire au développement serait désireux

d'accorder un don pour le renouvellement d'un tel contrat jusqu'à ce qu'une décision concrète mette en place un nouveau mécanisme.

Pour faire progresser le Développement Rural, l'accent a été mis sur la construction d'infrastructures rurales — routes, marchés, accès à l'eau potable, assainissement, petite irrigation, écoles et centres de santé, etc. — la plus part d'entre elles à travers la délégation de crédits vers les zones les plus éloignées et les citoyens les plus pauvres. Le rapport sur les activités de la micro finance montre une tendance à l'augmentation de l'offre de crédit, du nombre d'emprunteurs et donne le panorama de la micro finance et des micro et petites entreprises. Ce rapport montre aussi la capacité des pauvres dans l'utilisation de leur crédit pour gagner leur vie et améliorer leurs conditions d'existence, ce qui est reflété par leur aptitude à rembourser à un ratio allant de 95 à 98% du total des emprunteurs. Ayant constaté cet énorme avantage, le Gouvernement fera de son mieux pour étendre et renforcer l'accès à la micro finance, en particulier en poursuivant ses efforts pour diminuer les taux d'intérêts actuellement élevés.

Nos priorités dans la réhabilitation et la réalisation d'infrastructures physiques incluent: les routes primaires et secondaires, les voies ferrées, les aéroports, les ports, l'irrigation ; les communications électroniques, la production d'électricité et les réseaux de distribution d'eau potable, etc. avec un maximum d'attention porte sur l'attraction du secteur privé à la fois local et international. Le Gouvernement fait tous ses efforts pour éliminer les actuels obstacles majeurs à l'investissement privé par des réformes ciblées sur la facilitation du commerce et l'amélioration du climat des investissements, en particulier en renforçant la gouvernance. Les dispositions pratiques clefs comprennent l'introduction d'un système de document unique et une stratégie globale de gestion des risques pour accélérer le passage en douane des importations et des exportations, ce qui lissera de manière significative les procédures et les documents inutiles, ainsi que le coût élevé des transactions. J'ai signé un décret sur la facilitation du commerce par la gestion du risque qui a pris effet le 1<sup>er</sup> mars 2006. A cet effet, la mise en place de « Zones Economiques Spéciales » le long de points de passage internationaux est une autre solution efficace. Plus encore, un entrepreneuriat renforcé et les micro et petites entreprises font l'objet d'une haute attention, en particulier par la mise en place de crédits et la facilitation de leur accès à la fois sur le moyen et le long terme.

Avec tous nos efforts et une forte détermination, les opportunités de commerce avec les pays voisins et d'autres à travers le monde ont été élargies et renforcées. Toutefois, le Gouvernement reconnaît que la population cambodgienne n'est pas prête à créer la demande et à exporter des biens et des services en utilisant les avantages concurrentiels du pays. Donc, le Gouvernement a encore une longue liste pour le développement du commerce international.

***Vos Altesses Royales, Excellences, Mesdames et Messieurs:***

Le système éducatif a accompli des améliorations impressionnantes, grâce au Programme d'Actions Prioritaires (PAP) qui est mis en place depuis 2000. Les dépenses pour le secteur de l'éducation ont plus que doublé (ou augmenté de 112%), et sont passées en termes nominaux, de 165,8 milliards de riels en 2000 à 350,7 milliards de riels en 2005. Il en a résulté une augmentation des inscriptions dans le primaire, qui ont augmenté particulièrement rapidement chez les filles et les enfants des familles pauvres, grâce à la réduction des coûts directs pour les familles pauvres, à l'augmentation du nombre d'écoles et à des enseignants mieux formés et plus motivés. Depuis 2000, les inscriptions dans le primaire ont augmenté de 2,2 à 2,7 millions, avec la part la plus importante de la croissance provenant des pauvres et des zones

*Samdech Hun Sen. Discours d'ouverture lors de la rencontre du GC, Phnom Penh, le 2 mars 2006*

rurales. Pendant le même temps, le pourcentage d'enfants obligés de redoubler a chuté considérablement, de 26% en 1997 à 10% en 2003. Parallèlement, l'amélioration de la qualité à tous les niveaux est devenue la préoccupation prioritaire du Gouvernement.

Le Gouvernement royal a adopté le Plan Stratégique du Secteur de l'Education (2006-2010) visant à fournir une éducation universelle de base, la formation professionnelle et un plus haut niveau de formation pour commencer à constituer une « masse critique » de personnes éduquées, ayant des aptitudes professionnelles, talentueuses et capables, pour satisfaire aux besoins en développement du pays dans différents domaines.

Le secteur de la santé a fait preuve de progrès significatifs, mais quelques indices de santé sont encore assez élevés. Les dépenses en matière de santé ont aussi augmenté nettement de 101,8 milliards de riels en 2000 à 224,6 milliards de riels en 2005 (une augmentation de 120%) Néanmoins, la nutrition des enfants reste un sérieux problème, et les incidents liés à des maladies pouvant être prévenues restent élevés. Cependant, nous avons de bons progrès dans la prévention des maladies (par exemple la vaccination, la protection des femmes enceintes contre les maladies infectieuses) et dans les traitements curatifs. Le taux élevé de mortalité maternelle reste une préoccupation majeure pour nous tous. Un succès sensationnel est le rapide déclin dans l'expansion du VIH/SIDA (le taux a chuté à 1,9% chez les adultes de 15 à 49 ans en 2003, à comparer aux 3% de 1997). La diffusion de la tuberculose montre aussi une tendance à la baisse. Tous ces faits sont le résultat du fort engagement du Gouvernement et de sa bonne coopération avec les partenaires au développement.

Globalement, nous devons accorder une attention prioritaire à la diffusion de services de soins en construisant ou en réhabilitant des équipements — hôpitaux, centres de santé, etc. dans les zones rurales ; à l'expansion et au renforcement de méthodes durables pour permettre aux pauvres d'accéder au système public de soins ; obtenir, encourager et impliquer le secteur privé dans la production de soins, à la fois dans les zones urbaines et dans les zones rurales; accorder une attention spéciale pour enrayer la diffusion du HIV/SIDA, en particulier dans les familles, par un effort d'information et d'éducation ; et de la même manière, être très vigilants pour détecter rapidement et prévenir l'éclatement de nouvelles maladies transmissibles comme la grippe aviaire, tous ces points restent de hautes priorités du Gouvernement.

La contractualisation en matière soins médicaux avec des ONG a montré un impact équitable avec une réduction importante des charges pour les pauvres et une importante augmentation dans l'utilisation des services publics. Des contrats reposant sur les performances, signés avec les services, ont amélioré la rémunération et la motivation des agents.

Globalement, le Gouvernement s'attend à ce que certains ODMC soient atteints, pendant que d'autres actions spécifiques doivent continuer. Toutefois, nous reconnaissons que nous avons encore un long chemin à parcourir et de nombreux défis à relever. A ce sujet, la fourniture de services publics de soins aux populations, en particulier aux pauvres vivant dans les zones rurales et éloignées, ainsi que la prévention d'infections est au centre de la stratégie du Gouvernement et de son programme pour réaliser sa vision à long terme, visant à bâtir un Cambodge socialement intégré, avancé en matière d'éducation, culturellement foisonnant, libéré de la pauvreté, de l'illettrisme et de la maladie.

***Vos Altesses Royales, Excellences, Mesdames et Messieurs:***

*Samdech Hun Sen. Discours d'ouverture lors de la rencontre du GC, Phnom Penh, le 2 mars 2006*



Comme je l'ai signalé plus tôt, nous avons atteint un résultat encourageant dans la gestion macroéconomique et budgétaire. La croissance économique s'est accélérée en 2004 pour atteindre 7,7% et elle est estimée à 7% pour 2005, reflétant la forte croissance agricole, l'expansion continue des exportations, du tourisme et des activités du bâtiment. Les performances budgétaires de 2005 ont été bonnes, avec une mobilisation améliorée des ressources et une maîtrise des dépenses. Le revenu national a atteint 11,7% du PIB en 2005, à comparer aux 11,3% de 2004. Le revenu des impôts est passé de 8,4% du PIB en 2004 à 8,7% en 2005.

Nous sommes conscients du fait qu'une croissance économique stable et forte, la discipline budgétaire et un secteur financier énergique sont vitaux pour la poursuite des progrès. En conséquence, la politique sectorielle du Gouvernement tend à :

- Assurer une croissance du PIB de 6% par an.
- Maintenir le secteur extérieur et la stabilité du taux de change.
- Contenir l'inflation en dessous de 5%.
- Encourager les investissements du secteur privé prioritairement en zone rurale.
- Augmenter les performances budgétaires à la fois en accroissant le revenu courant et en ciblant les dépenses vers les pauvres.
- Assurer une transparence complète et la responsabilisation dans toutes les transactions gouvernementales, y compris dans la mise à disposition ou la concession de biens publics.

Les efforts du GRC pour renforcer de la gestion macroéconomique et la réforme budgétaire se sont traduits par de robustes performances économiques ces dernières années, malgré des facteurs extérieurs négatifs comme un prix élevé du baril, les préoccupations relatives à la grippe aviaire et des conditions climatiques défavorables. La politique budgétaire du Gouvernement royal est conçue pour assurer un niveau de dépense compatible avec la stabilité macroéconomique. Le programme de dépense est restructuré en tant qu'élément d'un ensemble de réformes systémiques visant à promouvoir l'épargne domestique, les investissements productifs et une allocation efficiente des ressources.

Les perspectives de croissance économique du Cambodge sont bonnes à la lumière des découvertes de ressources off-shore en pétrole et gaz dans le Golfe de Thaïlande. Cela donnera une impulsion au développement économique du Cambodge. Le GRC a entrepris plusieurs études et met en place les infrastructures nécessaires pour optimiser l'utilisation de ces précieuses ressources et des revenus qui en découleront.

Globalement, le Programme de Réforme de la Gestion Publique (PRG) que j'ai lancé durant la rencontre du GC de décembre 2004 est bien sur les rails pour mettre en place un budget national crédible. Dans un futur proche, le Ministère de l'Economie et des Finances va coopérer avec les partenaires au développement concernés pour faire l'inventaire des progrès et tirer les leçons de la mise en œuvre du programme de réforme de la gestion publique pendant l'année passée, et définir les dispositions à prendre pour améliorer et accélérer sa mise en œuvre pour les années qui viennent.

Comme le Ministre d'Etat Keat Chhon vient de le souligner, la raison pour laquelle le FMI a décidé récemment d'annuler la dette du Cambodge pour un montant de 82 millions de USD n'est pas le hasard. Ce jugement loyal et ce geste amical est un encouragement pour le Gouvernement et le peuple cambodgien à continuer leurs efforts et à travailler plus activement pour réaliser les réformes dans tous les secteurs, qui sont des questions de « vie ou de mort »

pour le Cambodge. De la part du Gouvernement royal et du peuple cambodgien, je voudrais exprimer ma profonde gratitude au FMI et aux autres partenaires au développement impliqués dans la remise de dette du Cambodge. Le Gouvernement souhaite assurer que nous utiliserons ces ressources additionnelles de manière transparente, responsabilisée et efficiente de manière à atteindre la réduction de la pauvreté du peuple cambodgien.

***Vos Altesses Royales, Excellences, Mesdames et Messieurs:***

Depuis la dernière rencontre de décembre 2004, il y a eu des évolutions significatives à la fois dans l'arène internationale et au Cambodge pour traiter de l'efficacité de l'aide. Au niveau international, de nouvelles normes ont été mises au point à la fois par les pays développés et les pays en développement pour traiter de l'efficacité de l'aide, qui inclut des actions allant au cœur des populations et des actions contrôlables pour reformer les chemins selon lesquels l'aide est mise à disposition et gérée.

Localement, le Gouvernement royal, en collaboration étroite avec les partenaires au développement, a fait des progrès marquants dans les domaines suivants:

D'abord, en mettant en place un nouveau mécanisme de coordination gouvernement/donneurs qui a permis au Gouvernement royal de piloter ses progrès sur une base trimestrielle, dans la mise en œuvre des activités soutenues par l'Aide Publique au Développement et en réalisant les objectifs convenus d'indicateurs communs. Les Groupes de Travail Techniques (GTT) communs et le mécanisme du Comité de Coordination Gouvernement/Donneurs (CCGD) qui a été mis en place en 2005 représente un changement radical dans le montage institutionnel pour la programmation, la gestion et le pilotage des progrès dans la mise en œuvre de l'assistance au développement pour mesurer l'efficacité de l'APD. Les rencontres trimestrielles du CCGD en 2005 ont fourni l'opportunité aux deux parties de passer régulièrement en revue les progrès et de s'informer sur les contraintes qui ont été rencontrées et ont rendu possibles l'engagement des actions nécessaires.

Deuxièmement, en mettant en action le Plan pour l'Harmonisation et l'Alignement, le Gouvernement royal reconnaît qu'il y a un besoin urgent pour les partenaires au développement, d'accorder une haute priorité à:

- L'harmonisation de leurs pratiques pour minimiser le fardeau des institutions en charge de la mise en œuvre et réduire les gaspillages;
- L'alignement de leur soutien sur les priorités du Gouvernement royal dégagées dans le PNDS;
- La garantie que les dispositions relatives aux programmes soutenus par l'APD respectent les instructions de l'OCDE/DAC;
- L'assurance qu'il y a un transfert net plus important de ressources de l'APD qui est ciblé sur les pauvres et les vulnérables.

En réalité, les responsables du Gouvernement doivent être encouragés à réellement s'approprier les activités de la coopération au développement. A cet égard, je voudrais inciter tous les partenaires au développement à travailler étroitement avec les ministères, dans le but d'améliorer l'appropriation par le Gouvernement dans le cadre du processus Gouvernement/Donneurs. Avec cela, nous pourrions changer l'orientation de cette rencontre Gouvernement/Donneurs qui deviendrait une rencontre annuelle du CCGD. A cette fin, nous devrions revoir le montage et les procédures des GTT et du mécanisme du CCGD qui inclut:

D'abord, une division claire des fonctions et des responsabilités, de la compétence et de la solution des problèmes aux niveaux des GTT, du CCGD et du Gouvernement, avec le noyau du groupe des partenaires extérieurs au développement. Le principal objectif est d'éviter des revues communes des mêmes indicateurs avec les mêmes débats à tous les niveaux, à la fois dans les GTT et au CCGD.

De plus, nous voulons que la rencontre du CCGD devienne un forum d'inventaire remplaçant la rencontre du GC.

Deuxièmement, le renforcement des capacités des GTT et du mécanisme CCGD, à la fois du côté du Gouvernement et du côté des partenaires au développement, pour rendre les deux parties capables de résoudre conjointement et effectivement les problèmes dans un esprit d'ouverture, constructif et de coopération.

Troisièmement, le côté des partenaires au développement doit nécessairement revoir ses mécanismes internes de coordination pour assurer l'efficacité, la consistance et la souplesse parmi les partenaires eux-mêmes et dans le travail avec leur contrepartie gouvernementale.

A cet égard, j'espère que les GTT deviendront plus actifs seront plus réguliers et pertinents pour assumer effectivement la tâche immense développée dans le PNDS. J'espère également qu'à la fois les GTT et le CCGD piloteront non seulement les « indicateurs de processus » comme fait jusqu'ici, mais qu'ils feront porter leurs efforts également sur les « indicateurs de processus » déjà développés dans le PNDS.

En tant qu'exercice d'harmonisation, j'aimerais proposer que le PNDS soit utilisé pour l'harmonisation Gouvernement/Donneurs comme contenant les stratégies et politiques agréées, et que les financements soient concentrés et priorisés selon le Programme d'Investissement Public (PIP). Afin de renforcer le mécanisme de coordination, j'aimerais inciter le Ministère du Plan à travailler en collaboration étroite avec le CDC et le Ministère de l'Economie et des Finances, ainsi qu'avec les ministères techniques pour établir un rapport annuel sur les avancées dans l'exécution du PNDS. Ce rapport sera utilisé pour la revue conjointe faite par le Gouvernement et les partenaires au développement, qui est considérée comme un élément important du pilotage par les « indicateurs de progrès ».

***Vos Altesses Royales, Excellences, Mesdames et Messieurs:***

J'ai largement étalé devant vous beaucoup de domaines où des progrès ont été accomplis ainsi que des plans pour l'avenir. Coucher sur le papier des stratégies et des objectifs est une première étape. Beaucoup plus important est de programmer et de réaliser des actions concrètes pour les mettre en œuvre. Faire est beaucoup plus difficile que dire. Nous sommes plus conscients que quiconque du fait qu'il y a un long chemin devant nous.

Les réalisations passées du Cambodge et les solides performances actuelles permettent de dégager beaucoup de problèmes et de défis à relever pour faire avancer notre calendrier de réforme et de développement. Nous devons travailler sur d'autres améliorations de la gouvernance si nous voulons faire plus qu'une écorchure à la pauvreté. Plus encore, nous devons diffuser le sens de l'appropriation du processus de développement ainsi que nos succès parmi les différentes couches sociales.

*Samdech Hun Sen. Discours d'ouverture lors de la rencontre du GC, Phnom Penh, le 2 mars 2006*

En réalité, les politiques de réforme au sein des différents secteurs ont fourni la matière de nos arguments pour le développement. Nous devons encore constater que si les bonnes politiques fournissent la matière, leur exécution rigoureuse et consistante reste vitale. Ainsi, la coordination et l'information partagée entre et parmi les ministères et les institutions doivent être améliorées. Le défi est de garantir que les systèmes de gouvernance fonctionnent effectivement avec un accès et une utilisation accrues des connaissances modernes et à la technologie.

Réformer n'est pas qu'un simple mot. Mettre en œuvre des réformes demande non seulement une volonté politique, mais aussi des ressources humaines et financières considérables. Le contexte culturel et politique doit être pris en considération. Je réalise parfaitement l'immensité des efforts et des défis qui sont devant nous. Cela demande que tous les partenaires s'impliquent, sans se contenter d'observer et de critiquer.

Le vaste tableau que j'ai essayé de faire devant vous aujourd'hui montre la distance importante parcourue par le Cambodge en plus de dix ans, avec une accélération significative au cours des quatre dernières années, pour se transformer d'un pays pauvre déchiré par les conflits et affaibli par les problèmes en un pays sur le chemin du progrès et de la réalisation de son vrai potentiel. Mais chaque étape que nous franchissons nous révèle de nouveaux défis. Néanmoins, nous avons l'horizon bien en vue et nous n'épargnerons aucune mesure pour faire avancer le Cambodge pour l'amélioration des conditions de vie de sa population.

Pour terminer, permettez-moi de vous remercier pour votre patience et votre attention. Mon propos est de vous convaincre de notre unité, de notre sincérité et de notre sérieux dans la poursuite, de notre côté, de politiques et de mesures de progrès. La route devant nous devient plus claire, mais est encore longue et difficile, et la solidarité de la communauté internationale avec les aspirations du peuple cambodgien reste vitale.

Le Gouvernement royal du Cambodge est représenté à cette rencontre du GC par une délégation sérieuse et compétente conduite par Son Excellence Keat Chhon. Elle sera avec vous et détaillera nos programmes et vous fournira toutes les informations nécessaires sur les aspects variés de notre situation socio-économique et des besoins en assistance.

Je vous souhaite à tous, Vos Altesses royales, Excellences, Mesdames et Messieurs, une bonne santé et le succès dans vos activités, ainsi qu'un bon succès à cette rencontre du GC.

*Je vous remercie.*